

COURRIER

de l'Institut du Bosphore

No: 32 – Novembre 2012



ANALYSE DE LA PRESSE

Novembre 2012

1. A la une : Syrie
2. Economie
3. International
4. Turquie
5. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Novembre 2012)



redefining / standards

MÉCÈNE DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33, rue Galilée 75116 Paris T +33 (1) 44 43 52 54 F +33 (0) 1 47 23 68 14
info@institut-bosphore.org www.institut-bosphore.org

1. A la une : Syrie

Le soutien de l'OTAN à la Turquie

« Inquiète des risques de débordement du conflit syrien, Ankara a demandé (...) à l'Alliance le déploiement de missiles sol-air Patriot près de sa frontière avec la Syrie, suscitant la colère du régime du président Bachar al-Assad et la mise en garde de ses deux principaux alliés, la Russie et l'Iran. » (*Libération*, 28/11/2012)

« Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu a annoncé [le 20 novembre] qu'Ankara était dans "l'ultime phase" de discussions avant de transmettre à l'OTAN une demande formelle de déploiement de missiles Patriot à sa frontière avec la Syrie. Les missiles sol-air Patriot "sont une mesure de précaution, spécifiquement orientée vers la défense", a déclaré M. Davutoglu à des journalistes à Ankara, avant une visite à Gaza. » (*Le Parisien.fr*, 20/11/2012)

« L'Otan s'est déclarée prête à examiner une demande de la Turquie pour que soient déployés des missiles Patriot le long de sa frontière avec la Syrie (...) où une importante base militaire est tombée aux mains des rebelles près d'Alep. » (*Le Point*, 19/11/2012)

« Selon une source militaire turque, quatre à six batteries pourraient être déployées à Malatya, Diyarbakir et Sanliurfa (sud de la Turquie), ce qui nécessiterait le stationnement en Turquie d'environ 400 soldats de l'Alliance des trois pays qui possèdent le système Patriot (Etats-Unis, Pays-Bas et Allemagne). » (*L'Express*, AFP, 28/11/2012)



(Photo: AFP)

Les réfugiés syriens

Suite à des violences causées par les attaques de l'armée syrienne sur la ville Rass Al-Aïn contrôlée par les rebelles de l'Armée syrienne libre « quelque 8.000 Syriens ont franchi la frontière turque dans la nuit de jeudi à vendredi [du 8 au 9 Novembre] » en portant à plus de 120.000 le nombre total de réfugiés syriens en Turquie. (*Le Parisien*, *Le Figaro*, AFP, 09/11/2012)

"Cette dernière vague de départ vers la Turquie est l'une des plus importantes depuis le début du soulèvement contre le président syrien Bachar al Assad, en mars 2011." (*Nouvel Observateur*, *Reuters*, 09/11/2012)

Le soutien de la Turquie à l'opposition syrienne

Comme la France, l'Union européenne, les Etats Unis, le Conseil de coopération du Golfe et la Ligue arabe, la Turquie soutien la nouvelle opposition syrienne comme un représentant légitime. Le chef de la diplomatie turc Ahmet Davutoglu a déclaré, « nous considérons la coalition nationale syrienne comme la seule représentante légitime du peuple syrien » lors d'un discours prononcé à l'occasion d'une réunion ministérielle de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à Djibouti. (*Le Figaro*, AFP, 15/11/2012)

« La Turquie a menacé Damas de représailles si l'armée syrienne violait son espace aérien » « Ankara a déjà répliqué, notamment le mois dernier, quand l'artillerie turque avait visé des cibles en Syrie en représailles à la mort de plusieurs civils turcs tués par des bombes syriennes. » (*Challenges*, 14/11/2012)

2. Economie

Fitch a relevé la note de la Turquie

« L'agence de notation Fitch a relevé [le 5 Novembre] la note de la Turquie dans la catégorie investissement, de BB+ à BBB-, décision attendue depuis longtemps par Ankara. (...) La diminution du poids de la dette publique, un système bancaire sain et un bon potentiel de croissance à moyen terme » ont joué un rôle important dans cette réévaluation. (*Le Figaro, Reuters, 05/11/2012*)

« Turquie : des opportunités pour les PME hexagonales »

Ubifrance en partenariat avec Oséo et Invest in Turkey coordonne le 13 décembre au Sénat une conférence sur le thème "Turquie, le marché à plus forte croissance en Europe", un marché jugé délaissé par les PME françaises. Eric Fajole, directeur d'Ubifrance critique le manque d'intérêt des Français pour la Turquie en précisant que « La Turquie a pourtant un PIB deux fois et demi supérieur au Maroc, Algérie et Tunisie réunis ». En outre, avec l'augmentation du niveau de vie moyen, le consommateur turc se rapproche du client occidental. (*Les Echos, 16/11/2012*)

La cession de Halkbank

L'Etat turc a gagné 4,5 milliards de livres turques (1,95 milliard d'euros) le 19 Novembre avec la cession d'une participation dans le capital de la banque publique Halkbank.

« L'opération Halkbank est la première privatisation réussie depuis que le ministre des Finances Mehmet Simsek avait déclaré que le gouvernement avait changé de stratégie (...) pour se concentrer sur la levée de recettes. » D'après les autorités cette cession prouve que la Turquie peut attirer des fonds même dans un environnement mondial de crise. (*Les Echos, 19/11/2012*)

3. International

Turquie – France

« La Turquie réclame des céramiques au Louvre »

« Le Louvre expose des céramiques volées dans son nouveau département des Arts de l'Islam » : c'est ce qu'affirme le quotidien turc Radikal. L'objet du litige ? Des éléments du grand mur de céramique ottomane aux motifs floraux que revendique a priori Ankara. Aucune demande officielle n'est jusqu'ici parvenue au musée parisien. Le Louvre assure que ces pièces sont entrées légalement dans ses collections. » (*LeParisien.fr, 02/11/2012*)

"Nous voudrions que le dialogue commence entre les autorités françaises et la direction générale des musées turcs de manière à ce qu'ils se mettent autour de la table pour travailler le sujet et faire un état des lieux", avait déclaré à l'AFP le ministre turc de la Culture Ertugrul Günay durant sa visite à Paris pour défendre la candidature de la ville d'Izmir à l'Exposition universelle 2020. (*Le Parisien, 28/11/2012*)

"Tout ce qui pourra favoriser les coopérations futures entre la Turquie et le Louvre sera bienvenu", a répondu Henri Loyrette, président-directeur du musée français. "Il est important que l'on se parle pour envisager l'avenir. On ne peut pas se passer d'un grand pays comme la Turquie. Nous avons toujours travaillé avec lui", a-t-il dit.(...) La Turquie demande aussi depuis plusieurs années à la France et au

Louvre la restitution de panneaux de céramique d'Iznik provenant du mausolée de Selim II, situé dans la cour de Sainte Sophie à Istanbul.(...) Ces panneaux du tombeau de Selim II sont exposés dans la "Galerie du Temps" du nouveau Louvre-Lens qui sera inauguré le 4 décembre. (*Le Parisien*, 28/11/2012)

Deux Français accusés de financement du terrorisme en Turquie

« Quinze personnes âgées de 30 à 50 ans, dont deux Français, risquent jusqu'à dix ans de prison (...) pour le financement de DHKP-C, un parti turc d'extrême gauche révolutionnaire considéré comme organisation terroriste par l'Union européenne. »

Mis à part le soutien financier, il s'agit aussi d'un soutien idéologique et logistique, en forme des manifestations et des concerts. L'avocate de quatre des quinze prévenus, rejette les accusations en raison « d'une inquiétude d'objectivité » des informations fournies par les autorités turques. (*Le Parisien*, *Thibault Raisse*, 06/11/2012)

« Paris continue de bouder la Turquie »

« À l'invitation d'Henri de Castries, PDG d'Axa, et de Kemal Dervis, ancien ministre des Finances turc, le 4e séminaire annuel de l'Institut du Bosphore, instance de réflexion sur les relations franco-turques, se tiendra à Istanbul [les 8 et 9 novembre].

Il accueillera le vice-premier ministre turc, Ali Babacan, et le ministre des Relations avec l'Union européenne, Egemen Bagis, sur le thème « Europe en crise : impact, défis et opportunités pour la France et la Turquie ». Les anciens ministres Pierre Lellouche et Thierry Mariani seront présents, mais aucun membre du nouveau gouvernement français. Cette absence froisse les autorités turques qui attendent un signe positif de Paris, après les difficiles relations de Nicolas Sarkozy avec la Turquie. Parmi les participants figurent également Elisabeth Guigou, Thierry de Montbrial, Didier Billon, Alexandre Adler, Guillaume Klossa, Laurent Billi, ambassadeur de France en Turquie, Alain Bauer et Laurence Dumont.» (*Le Figaro*, 06/11/2012)

Turquie – Allemagne

« Angela Merkel a déclaré [le 31 octobre] à son hôte Recep Tayyip Erdogan que l'Union européenne poursuivrait de bonne foi ses négociations laborieuses en vue de l'adhésion de la Turquie et ce, malgré des désaccords persistants. (...)

"L'UE est un partenaire de négociation honnête", a assuré la chancelière allemande lors d'une conférence de presse commune. "Ces pourparlers se poursuivront quelles que soient les questions qui doivent être tirées au clair", a-t-elle précisé, faisant allusion aux critiques envers Ankara formulées par un récent rapport d'étape de la Commission européenne.

La CDU [Union chrétienne-démocrate] de la chancelière est hostile à l'entrée de la Turquie, déjà membre de l'Otan, dans l'UE, préférant un "partenariat privilégié" entre Ankara et le bloc européen.

"La question de l'appartenance à part entière de la Turquie est considérée de façon particulière par mon parti ... Nous (L'Allemagne et la Turquie) avons appris à vivre avec cette différence et nous conservons de bonnes relations", a-t-elle fait observer. (...)

Interrogé lors d'un débat, [le 30 octobre] à Berlin, sur la question de savoir si la Turquie ferait partie de l'UE en 2023, Recep Tayyip Erdogan avait répondu: "On ne nous mènera probablement pas en bateau si longtemps. Mais si on le fait jusque là, alors l'Union européenne sera perdante, et on perdra au minimum la Turquie." » (*Challenges* 31/10/2012)

Turquie – Chypre

Le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu a menacé « d'exclure de ses futurs projets en matière d'énergie les compagnies pétrolières retenues pour l'exploration du gaz dans les eaux territoriales de Chypre. » (*Libération, AFP, 03/11/2012*)

« Chypre a annoncé [le 30 octobre] avoir accordé quatre licences d'exploration de gaz au géant pétrolier français Total, à un consortium franco-russe et à un autre consortium composé de l'Italien ENI et du Sud-Coréen Kogas. » (*Libération, AFP, 03/11/2012*) La Turquie s'oppose à ces explorations conduites par le gouvernement chypriote et les qualifie d'"illégales", tout en menaçant de mener des travaux d'exploration au large des côtes de la partie nord de l'île. (*Le Figaro, AFP, 03/11/2012*)

Turquie – Israel

Procès des soldats israéliens à Istanbul

« Le procès de quatre anciens chefs de l'armée israélienne accusés d'avoir ordonné un assaut meurtrier contre un navire turc d'aide humanitaire à destination de Gaza en 2010 a débuté [le 5 novembre] à Istanbul en l'absence des accusés, une procédure dénoncée comme un "spectacle" par Jérusalem ». En l'absence des accusés, le procès reste symbolique. (*Le Parisien, AFP, 06/11/2012*) Une commission d'enquête de l'Onu a condamné l'intervention des commandos israéliens contre le navire Mavi Marmara en la qualifiant "excessive et déraisonnable". (*Le Figaro, Reuters, 05/11/2012*)

A l'ouverture du procès, le ministère israélien des Affaires étrangères a une nouvelle fois dénoncé un "procès-spectacle". "Ça n'a rien à voir avec le droit et la justice", a affirmé Yigal Palmor, le porte-parole du ministère. (*Le Monde.fr, AFP, 6/11/2012*)

Réunion sur Gaza entre Egypte, Turquie, Qatar et Hamas

Le président égyptien Mohamed Morsi arrive au Caire afin de converser avec l'émir du Qatar, le Premier ministre turc et le chef du file du Hamas, Khaled Méchaal, au sujet du conflit dans la bande de Gaza. (*Challenges, Reuters, 17/11/2012*) « L'Egypte et la Turquie sont sous la pression des Etats-Unis pour amener le Hamas à cesser de tirer des roquettes sur Israël, mais les deux pays ont de leur côté fermement condamné l'Etat hébreu pour ses attaques. » (*Le Parisien, 17/11/2012*)

Pendant une conférence du Conseil islamique eurasiatique à Istanbul le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé l'Etat d'Israël de « commettre des actes terroristes » (*Le Figaro, Reuters, 19/11/2012*) tout « dans un but électoraliste » (*Le Parisien, 16/11/2012*).

4. Turquie

Grève de la faim en Turquie

« A l'appel de leur chef de file, plusieurs centaines de séparatistes kurdes détenus en Turquie ont mis fin à une grève de la faim observée depuis 68 jours » (*Challenges, Reuters, 17/11/2012*) Les grèves se sont achevées le 18 Novembre après le message de Abdullah Öcalan précisant que « l'action a atteint son objectif ». (*L'Express, AFP, 18/11/2012*)

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a qualifié la grève de "show", de "chantage" et de "bluff". (*L'Express, 12/11/2012*)

« Selon l'Association des droits de l'homme (IHD), 654 détenus de 68 maisons d'arrêt [ont participé] à ce mouvement lancé le 12 septembre (...) pour obtenir la fin de l'isolement d'Abdullah Öcalan, chef historique du PKK et l'amélioration du sort de la minorité kurde, notamment la reconnaissance de leur langue. » (*Le Parisien*, 18/11/2012) « Parmi les détenus en grève de la faim, [figuraient] de nombreux élus et responsables du BDP (29 députés) ».

Le gouvernement de l'AKP a fait un geste pour arrêter les protestations en préparant un projet de loi qui autorise les Kurdes « à se défendre dans leur langue maternelle devant les tribunaux. » (*Le Point*, 18/11/2012) « Cette décision a été jugée insuffisante dans un premier temps par les militants de la cause kurde, qui réclamaient d'abord la fin de l'isolement imposé à Öcalan interdit de rencontrer depuis plus d'un an et demi ses avocats » (*Le Parisien*, 18/11/2012).

Suivant la fin des grèves, le vice-Premier ministre, Bülent Arinc a exprimé son souhait de ne plus être confronté à ce genre de mouvement de protestation. « La Turquie est un pays démocratique (...) Quelles que soient les revendications de chacun (...) on peut les exprimer au Parlement » a-t-il indiqué. (*Challenges*, *Reuters*, 18/11/2012)

« La Turquie a relancé lundi l'hypothèse de négociations avec le PKK au lendemain de l'arrêt de la grève de la faim » (*Le Figaro*, 19/11/2012). Les autorités turques vont entamer des discussions avec les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé le 19 novembre le ministre de la Justice Sadullah Ergin. (*Le figaro.fr*, *AFP*, 19/11/2012)

"Ces discussions ont eu lieu par le passé quand elles étaient jugées nécessaires et elles se tiendront à l'avenir", a déclaré le ministre de la Justice, Sadullah Ergin. (...) Faruk Logoglu, vice-président du principal du CHP, a affirmé leur intention de soutenir les négociations si celles-ci peuvent déboucher sur « des résultats clairs et concrets » (*Challenges*, *Reuters*, 19/11/2012)

Explosion d'une voiture piégée à Semdinli

« Une voiture piégée a explosé [le 4 novembre] dans le sud-est de la Turquie au passage d'un véhicule de police (...) La déflagration s'est produite à Semdinli, dans la province de Hakkari. » (*Le Figaro*, *Reuters*, 04/11/2012) Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan a déclaré qu'au moins 18 personnes ont été blessées, dont deux se trouveraient dans un état grave.

« La police a lancé une recherche pour retrouver les auteurs de l'attaque (...) et pour voir si d'autres voitures piégées ne se trouvaient pas dans les environs, ont indiqué des sources au sein des forces de sécurité. » (*Nouvel Observateur*, *Reuters*, 04/11/2012)

« Erdogan fête les dix ans de "la révolution" AKP au pouvoir »

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a célébré [le 3 novembre] les dix ans de règne de son parti d'inspiration islamiste à la tête de la Turquie, en vantant son bilan démocratique et la "révolution des mentalités" qui a permis d'écarter l'armée de la scène politique. (...) Erdogan a exalté l'importance à ses yeux historique de sa victoire électorale aux élections législatives du 3 novembre 2002, qualifiée de "nouveau départ".

"Le 3 novembre (2002) signifie la prise du pouvoir par notre glorieuse nation, qui a dit +non+ à la mauvaise gouvernance", a déclaré M. Erdogan lors d'un discours devant les cadres du Parti de la justice et du développement (AKP) réunis à Kizilcahamam, dans la banlieue de la capitale turque Ankara. (*Le Parisien*, *Le Point.fr*, *AFP*, 3/12/2012)

Le procès des auteurs du coup d'Etat militaire de 1980 a repris

Kenan Evren et Tahsin Sahinkaya, « les deux derniers généraux encore en vie à l'origine du putsch militaire de 1980 en Turquie se sont défendus [le 20 novembre] pour la première fois devant la justice de leur pays. » (*Libération*, 21/11/2012)

Les deux accusés, absents depuis l'ouverture des débats en raison de leur état de santé ont été entendus par visioconférence. « L'ex-général Kenan Evren, 94 ans, chef de la junte et ex-président de la République, et l'ancien commandant de l'armée de l'air Tahsin Sahinkaya, 86 ans, sont jugés depuis le 4 avril devant une cour d'assises. (...) Ce témoignage par visioconférence est une grande première pour la justice turque. Les autorités ont fait installer des écrans de télévision dans la salle de la cour d'assises, où un nombre restreint de journalistes et de spectateurs sont autorisés à suivre la procédure. » (*Le Figaro.fr*, 20/11/2012)

Débats sur le rétablissement de la peine de mort

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré que la peine de mort pourrait être rétablie pour les crimes relevant du terrorisme, en précisant que « le pouvoir (de pardonner un meurtrier) appartient à la famille de la victime » (*Libération*, AFP, 11/11/2012) Le premier ministre justifie son intention en se basant sur les exemples des autres pays comme les Etats-Unis, la Russie, la Chine et le Japon.

« Selon Erdogan, la majorité des Turcs seraient très favorables au rétablissement de la peine capitale. Pourtant, d'après les analystes, le changement de cap du Premier ministre ne viserait en réalité qu'un seul homme : Abdullah Öcalan ». (*Le Point.fr*, Antoine Grenapin, 14/11/2012)

Sevim Sevimli reste en Turquie

L'étudiante lyonnaise en communication et en journalisme Sevil Sevimli, « accusée d' "appartenance à une organisation terroriste", en l'occurrence, le groupuscule révolutionnaire DHKP-C » a été déférée de nouveau devant la justice turque à Bursa le 19 novembre, pour la « la deuxième audience depuis l'ouverture du procès en septembre, où [elle] s'était vu refuser le droit de quitter le territoire turc. ». (*Le Monde.fr*, Guillaume Perrier, 18/11/2012)

Le tribunal turc a confirmé le 19 novembre l'interdiction de quitter la Turquie imposée à l'étudiante franco-turque Sevil Sevimli, accusée d'avoir entretenu des liens avec un groupe d'extrême gauche interdit, et fixé la prochaine audience de son procès au 16 janvier.

Son avocat, Inayet Aksu, a demandé au président de la cour de permettre à Sevimli de continuer ses études en France et de revenir en Turquie pour les prochaines audiences.. Il a dénoncé la décision "dure, exagérée" du tribunal devant la presse. « Outre le président de l'université de Lyon 2, plusieurs avocats du barreau de Lyon et le consul général de France à Istanbul Hervé Magro étaient présents à l'audience. » (*Le Parisien*, 19/11/2012)

Pour Alain Couderc, mandaté par le Barreau de Lyon, il s'agit d'assurer une « présence internationale pour protéger l'avocat de Sevil Sevimli » et « vérifier les procédures. » (*Le Parisien*, 16/11/2012) Environ 150 personnes ont participé aux protestations à Lyon pour soutenir Sevimli (*Le Parisien*, 18/11/2012)

L'autopsie de l'ex-président Turgut Özal révèle la présence de poison

Des examens toxicologiques pratiqués sur la dépouille de l'ancien président de la République turque Turgut Özal, décédé en 1993, ont révélé la présence de quatre différents poisons, a rapporté [le 24 novembre] le quotidien pro-gouvernement Today's Zaman. (...)

Elu en 1989, M. Özal est officiellement décédé d'une crise cardiaque à l'âge de 65 ans au cours de son mandat. Les rumeurs sur les causes de son décès se sont depuis multipliées. L'actuel président Abdullah Gül a ordonné une enquête officielle pour déterminer l'origine de son décès. Cette enquête a conclu en juin que l'ex-chef de l'Etat était mort dans des circonstances qualifiées de "suspectes" et a proposé l'exhumation de son corps pour tenter de lever le doute sur ses causes. (*Le Parisien, AFP, 24/11/2012*)

5. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Novembre 2012)

Challenges

Les Echos

Le Figaro

Le Monde
Guillaume Perrier

Le Nouvel Observateur

Le Point
Antoine Grenapin

Le Parisien
Thibault Raisse

L'Express

Libération